

GOVERNEMENT D'UNION

**La raison de sa
formation**

**Sa politique et ses buts
et**

**Une discussion de son
résultat politique**

AC 921

1211
(170)

C.2

A7

1917

C.2

GOUVERNEMENT D'UNION

LES RAISONS DE SA FORMATION SA POLITIQUE ET SES BUTS

Le gouvernement d'union, ou gouvernement national, qui en appelle actuellement pour un mandat devant le pays, est un ordre de choses ou une condition nouvelle amenée par les extraordinaires nécessités du moment. Il est composé de chefs des deux partis politiques, hommes d'une habileté reconnue, qui, "impressionnés par la nécessité de mettre de côté toutes considérations mineures, de supprimer toutes les discussions de partis, et de présenter un front uni en cet important et solennel tournant de l'histoire de la nation, se sont joints, dans un intérêt national, pour remplir ce qu'ils considèrent comme leur devoir."

L'ESPRIT DE PARTI A FAILLI

La vérité est que l'esprit de parti a complètement failli dans l'œuvre de régler les épreuves et les problèmes prodigieux devant lesquels la nation fait face, et un remède devait être trouvé pour donner au pays les moyens d'apporter sa pleine force dans la présente lutte pour le maintien de la civilisation, et, incidemment, mais directement, pour l'indépendance et les libertés du Canada.

L'abandon des partis politiques, avec ses maux incidents de rancœur, d'injustice, de favoritisme et de patronage, est la seule voie **saine** à suivre en ce temps de péril terrible. Entretenir parmi nous les querelles politiques, alors que le pouvoir du détestable Hun demeure intact, et que la cause de la civilisation est encore dans la balance, ne serait rien moins qu'une criminelle folie.

UN EFFORT UNI EST NÉCESSAIRE

Jamais, dans notre histoire, un effort uni ne fut plus nécessaire qu'à présent, jamais nor. plus il ne fut plus nécessaire d'appliquer l'esprit le moins préjugé et le moins entravé dans l'administration de nos affaires. Des problèmes redoutables se présentent à nous. Le premier, et le plus important de tous, est d'employer chaque once de notre pouvoir en hommes, en munitions, en approvisionnements et en richesse, pour aider à gagner la guerre. Diriger le maximum de notre force dans cette direction est notre **devoir clair et manifeste**, comme peuple honnête, intelligent et humain, et nous devons nous en glorifier à cause de la justice et de la droiture de la cause. Si nous devons négliger de remplir pleinement notre

803577

devoir, nous n'aurions plus le droit de nous considérer comme Canadiens et comme frères des légions de vaillants fils du Canada qui se sont battus et sont morts pour nous dans les Flandres; nous appliquerions sur notre race un stigmate que les générations futures ne réussiraient jamais à effacer, et laisserions à nos enfants des traditions ignobles dont ils seraient à tout jamais honteux. Pour suivre, nous le devons et le ferons, même jusqu'à la limite de notre dernier dollar et de notre dernier homme. L'idée de se dérober au milieu de la lutte et de quitter furtivement la scène des hostilités est anti-britannique, anti-canadienne, inhumaine et inconcevable. Le cri, qui s'élève en certains lieux, que nous avons fait assez, ne mérite que le mépris. Nous n'aurons jamais fait assez à moins que nous continuions notre maximum d'efforts jusqu'à ce que la victoire, la liberté, la sécurité et la paix aient été obtenus. Nous ne faisons qu'un avec nos alliés, avec la Grande-Bretagne, la mère de l'indépendance, avec la France,—la France glorieuse, régénérée, héroïque, pleine d'abnégation—et, comme les autres, nous devons lutter encore et toujours, épaule contre épaule, jusqu'à ce que la crainte du prussianisme, avec ses détestables dogmes, ait été chassée à tout jamais du monde civilisé.

Nous sommes entrés dans la guerre de par notre libre volonté, exprimée par une action unanime de notre parlement, et, ayant mis la main à la charrue, nous ne nous arrêterons pas avant que le bout du sillon ait été atteint.

Même si nous n'avions pas fait partie de l'Empire britannique, nous aurions été obligés de nous lancer dans cette guerre, pour préserver nos libertés, tout comme l'ont fait les Etats-Unis et nombre d'autres pays, qui furent, pendant longtemps, neutres.

La guerre est tout autant et aussi sûrement la nôtre que celle de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et des Etats-Unis, et nous n'avons pas plus le droit d'abandonner la lutte avant d'avoir obtenu la victoire que ne l'ont ces nations.

IL NOUS FAUT DES HOMMES

La nécessité d'envoyer plus d'hommes sur le front est indiscutable, et hors de toute discussion. Il est de toute évidence que plus grand sera le nombre d'hommes que les alliés pourront lancer sur la ligne de bataille, plus vite la victoire sera obtenue, et plus tôt une paix permanente sera donnée au monde affamé de la paix. Bien mieux, plus tôt la victoire sera obtenue, plus grand sera le nombre de vies humaines épargnées.

Sur ce point le premier ministre, parlant au parlement le 11 juin 1917, disait:

“Je suis en position d'assurer la Chambre des Communes et le pays que le besoin de renforts est urgent, insistant et impératif.

“Le besoin criant est pour des troupes physiquement bien constituées et parfaitement entraînées, principalement de l’infanterie.

“Durant les prochains sept mois, nous avons besoin de renforts au nombre de 70,000, afin de conserver quatre divisions sur le front. Des opérations offensives continues comme celles d’avril et de mai pourraient augmenter ce chiffre, et si l’offensive continue, il n’est pas trop de dire que c’est ce que nous devons escompter.

“Des renforts doivent être obtenus, ou nos divisions combattantes devront disparaître. Les renforts actuellement disponibles ne dureront que pendant quelques mois, et, pour des raisons militaires, je n’ai pas la liberté d’en dévoiler le chiffre.”

LES MESSAGES DU GENERAL CURRIE

Considérons aussi les messages envoyés par le général Sir Arthur Currie, commandant-en-chef des forces canadiennes sur le front.

Ecrivant à l’honorable M. Rowell en juillet 1917, il dit :

“Nous regardons tous anxieusement vers le Canada, et nous nous demandons quel sera le résultat de la mesure de conscription de Sir Robert Borden.

“Nous sommes en voie de gagner la guerre, . . . et il nous semble que les sacrifices héroïques des Canadiens seront oubliés si les troupes sur le front ne sont pas maintenues dans leur pleine force combattante.

“J’attribue une grande partie de nos succès à notre organisation combattante. Si nos unités ne sont pas maintenues en force, cette organisation s’effritera, et le succès ne pourra plus être espéré dans une même mesure.

“De plus, si nos unités sont maintenues à leur pleine force, le moral de nos troupes demeurera très haut; tandis que si nos unités sont affaiblies, le moral en souffrira conséquemment.

“Je prie que vous ne négligiez aucun effort afin que tout soit fait au Canada pour fournir les détachements nécessaires d’officiers et d’hommes. Les troupes l’espèrent ici—ne les déappointez pas.”

Câblant à Sir Robert Borden en juin 1917, le général Currie dit :

“Je note avec une gratitude spéciale que les troupes sur le front peuvent s’en reposer sur le Canada pour obtenir tous les renforts nécessaires. Ils ont donné leur sang librement pour maintenir bien haut l’honneur de la nation, et espèrent maintenant avec confiance que leur sacrifice n’aura pas été vain. Il est d’une nécessité impérieuse et urgente que des mesures soient prises immédiatement pour que des détachements d’officiers et d’hommes soient envoyés du Canada, afin de maintenir notre corps à sa pleine force.”

Cablant également, le 11 août 1917, à la "Win-the-War League" de Toronto, le général dit:

"Les souhaits de la convention "Win-the-War," tenue à Toronto, sont très appréciés par les corps canadiens de tous rangs. Nous sympathisons sincèrement dans vos efforts pour réveiller chez nos compatriotes la nécessité de demeurer unis et fermes dans leur détermination de fournir, aux troupes sur le front, tout le support nécessaire. Nous déplorons vivement le fait que le désir d'en agir ainsi soit devenu un objet de débat et de controverses chez ceux restés au pays, et nous avions espéré que l'exemple de ce que le corps expéditionnaire a été capable d'accomplir par les efforts réunis des hommes qui ont déjà tant sacrifié aurait servi à inspirer aux factions politiques rivales la pensée de sacrifier leurs préjugés de parti en cette heure de péril pour leur pays. Si le support est maintenant retiré, ou même retardé, cela signifie qu'un fardeau additionnel devra être supporté par des hommes qui font actuellement l'impossible. La lutte doit continuer jusqu'à ce que la victoire finale et complète soit atteinte. De l'agonie des champs de bataille monte la prière que notre patrie ne nous abandonne pas à l'heure de nos besoins et de notre triomphe, qui est proche."

Le général Sir William Robertson, directeur gérant des forces britanniques, écrivait le 4 août 1917:

"Je désire profiter de cette occasion du troisième anniversaire de la guerre pour exprimer mon admiration pour les services des troupes canadiennes en France.

"La réputation qu'ils ont gagnée dans leur première bataille, alors que, bien qu'incomplètement entraînés et pour la plus grande partie sans aucune expérience de la guerre, ils ont si largement contribué à la défense d'Ypres en avril 1915, a été grandement rehaussée en plusieurs occasions durant cette année, notamment par la prise de Vimy Ridge, une position qui avait résisté à tous les efforts des alliés durant deux années

"Ces actions ont démontré les magnifiques qualités combattantes du soldat canadien. J'ai pleine confiance que l'abnégation et le dévouement qui ont pu seul rendre ces actions d'éclat possibles continueront à inspirer les efforts du Canada jusqu'à ce que la victoire finale soit atteinte."

Le major-général David Watson envoya le message suivant des quartiers-généraux, division canadienne sur le front, le 4 août 1917:

"Je déclare avec une certitude positive qu'un splendide état de détermination et de résolution existe à un plus haut degré que jamais parmi les différentes unités de la force canadienne, aujourd'hui. Cette décision et cette résolution sont le résultat de la connaissance sans cesse croissante que la terrible lutte dans laquelle nous sommes entrés a toujours été et est maintenant également aussi importante pour le maintien et le développement de notre Dominion que pour la protection vitale et la sauvegarde de nos intérêts et de nos libertés. Faisant de bon cœur tous les sacrifices

requis pour l'accomplissement de ces buts, ne devrions-nous pas compter sur l'unité et l'assistance pratique de nos amis du Canada?"

Le major-général H. Burstall, le soldat canadien bien connu, maintenant au front, écrivait le 4 août 1917:

"Au troisième anniversaire de la guerre, nous trouvons notre force combattante non diminuée et notre détermination de continuer jusque la victoire finale, prompte ou tardive, aussi forte qu'elle ne l'a jamais été. Cette détermination ne provient pas de ce que nous soyons devenus endurcis. Au contraire, plus la guerre dure, plus le désir de revoir le Canada et nos foyers augmente. Grand nombre de nos meilleurs et de nos plus braves sont partis en avant pour ne jamais revenir, ou ont donné leur vie pour garder les tranchées canadiennes inviolées. Quoique attrisés par la disparition d'amis, et en pleine sympathie avec leurs parents, les pertes que nous avons éprouvées n'ont fait qu'augmenter notre détermination de continuer et de tenir jusqu'à ce qu'une paix soit obtenue sur une base sûre de sécurité pour l'avenir—une base qui sauvegardera les générations à venir des horreurs de la guerre.

"Ce sentiment, nous le savons, est partagé par tout le Canada. Nous commençons la quatrième année de la guerre avec quatre bataillons. Quoique la saignée ait été lourde, nous ne pourrions poursuivre la guerre sur la base d'une paix finale qu'en maintenant nos bataillons à leur pleine force. Ceci repose entièrement sur le Canada. Nous sommes convaincus que les Canadiens ne permettront jamais que leurs bataillons au front deviennent épuisés par suite du manque de renforts, mais qu'ils feront face à la situation et prendront les mesures nécessaires pour y remédier. Quant à nous, toutes nos pensées vont vers le Canada, et, après la victoire, notre unique idée est que le Canada aura de nouveau raison d'être fier de ses fils qui, au front, ont maintenu son honneur. Dès lors, nous avons une foi absolue que le Canada répondra par l'envoi des renforts nécessaires à notre soutien."

Le peuple de la Grande-Bretagne négligea et méprisa l'aver-tissement solennel, à l'égard de l'Allemagne, de son plus grand soldat—Lord Robert—et nous savons que du résultat direct de cette négligence, des centaines de milliers de vies, la crème de la race, furent sacrifiées, par suite du manque de préparation de la nation.

Ne répétons pas cette faute horrible et hideuse en négligeant les demandes sérieuses et solennelles du distingué commandant-en-chef de nos forces et de ses principaux officiers.

Le général Mewburn, nouveau ministre de la milice, dans un rapport officiel récemment publié, dit ce qui suit:

"Les soldats d'infanterie recrutés au Canada sont moins nombreux que le chiffre des pertes éprouvées durant un mois par l'infanterie canadienne en France. Chaque mois, un certain nombre de milliers de fantassins doivent quitter les bataillons de réserve d'Angleterre pour aller en France. Chaque mois, un nombre

moins grand de fantassins est envoyé du Canada, dans ces bataillons—de sorte que le réservoir en Angleterre devient plus petit; nous devons donc considérer, soit la disparition de nos réserves en Angleterre, soit l'obtention d'un plus grand nombre de recrues en Canada."

LE GOUVERNEMENT D'UNION SOUTIENT LE SERVICE OBLIGATOIRE

Le gouvernement d'union est définitivement et irrévocablement engagé "à la poursuite vigoureuse de la guerre, au maintien de l'effort du Canada au moyen de renforts nécessaires, à la mise en force immédiate de la Loi du service militaire (conscription sélective) et à la coopération la plus étroite avec le gouvernement du Royaume-Uni et ceux des autres Dominions dans toutes les questions concernant la guerre."

Il n'y a rien d'incertain ni de vague dans ce langage, que nous avons copié dans le manifeste du premier ministre publié après la formation du Gouvernement d'union. Il signifie qu'une action rapide, sûre et décisive sera prise pour renforcer nos forces au front et faire que la gloire du Canada se maintienne dans les rangs des alliés.

LA POLITIQUE DE LAURIER

D'un autre côté, la politique de Sir Wilfrid Laurier, qui dirige les forces de l'opposition dans la prochaine élection, est clairement et définitivement contre la conscription, et est, de plus, une politique d'incertitude, de retard et de délai. Sir Wilfrid lui-même est irrévocablement opposé à la conscription. La politique qu'il poursuivra, s'il revient au pouvoir est indiquée, dans son manifeste électoral, comme suit:

"Quant à ce qui concerne la présente Loi du service militaire, ma politique sera de ne pas procéder plus loin dans l'application de cette loi avant que le peuple n'ait eu une occasion de se prononcer sur elle, par voie d'un référendum. Je m'engage moi-même sur-le-champ à soumettre cette loi au peuple, et, avec mes partisans, de mettre à exécution les désirs de la majorité de la nation tels qu'ils auront été exprimés."

Analysez un moment cette attitude. Nous sommes actuellement au milieu d'une élection, dont la préparation prendra au gouvernement de deux à trois mois, temps qu'il ne pourra consacrer à la poursuite de la guerre, et si Sir Wilfrid est élu, nous aurons une autre élection, sous la forme d'un référendum, ce qui prendra au moins trois mois; et durant ce temps, les préparatifs de guerre de la nation, de ce côté-ci de l'Atlantique, seront arrêtés.

Supposons que, par un référendum, le peuple vote contre la

conscription, que s'en suivra-t-il? Supposons que le plan de l'enrôlement volontaire soit de nouveau mis en opération, quels seraient ses chances de succès? Pas une sur dix mille. Ce plan s'est pratiquement épuisé lui-même depuis des mois déjà, et il ne pourrait être ressuscité avec succès, de ce fait que l'on ne pourrait avoir recours à la conscription. Une des meilleures preuves de ceci réside dans le fait que la liste de demandes d'exemptions du service militaire se monte à 90 pour cent de tous les jeunes gens qui furent appelés à se faire enregistrer.

Il devient donc évident, de par l'analyse de la situation faite ci-dessus, que d'un côté nous avons le gouvernement d'union, avec sa politique déclarée de vigoureuse et continuelle poursuite de la guerre, au moyen de la conscription sélective d'hommes, moyen qui est le seul praticable et juste, et que, d'un autre côté nous avons une politique qui est clairement opposée à la conscription, qui est incertaine dans ses termes, mais certaine quant aux délais sérieux qu'elle causerait à la poursuite de la guerre par le Canada.

Il ne devrait pas être difficile, aux gens droits et bien-pensants, de décider. Le délai et l'incertitude, en ce moment critiqué de l'histoire de la guerre, alors que chaque homme ajouté aux forces combattantes, et chaque once additionnelle de pouvoir, comptent énormément, et peuvent, en épargnant des milliers de vie, nous amener une victoire plus rapide, sont tout simplement insensés. En vue de la faillite du recrutement volontaire et de l'énorme pourcentage d'hommes réclamant l'exemption du service militaire obligatoire, l'attitude de Sir Wilfrid ressemble à une notification à nos alliés que nous ne pouvons et ne voulons pas envoyer plus d'hommes au front—que nous avons fait assez. La proposition signifie qu'il faudrait laisser les lâches se prélasser dans leur lâcheté et laisser les braves continuer de se battre pour maintenir l'indépendance du peuple.

LA CONSCRIPTION N'EST PAS PLAISANTE MAIS ELLE EST JUSTE ET ABSOLUMENT NÉCESSAIRE

La conscription d'hommes pour les fins de se battre n'est certainement pas une tâche plaisante à entreprendre par un gouvernement ou une nation libre, et elle est particulièrement déplaisante dans ce pays, où le peuple est accoutumé à une indépendance presque sans borne; mais ses traits déplaisants ne sont rien si on les met en regard avec la nature vitale du but qui est en jeu.

Le principe de la conscription est absolument sain et démocratique. Les citoyens d'un État libre ne méritent pas ce titre à moins qu'ils ne soient disposés à lutter contre des ennemis déterminés à détruire les libertés de cet État. Pour citer les paroles du premier ministre:

"C'est là un principe aussi vieux que le principe du gouvernement du peuple par le peuple, que si l'Etat doit certains devoirs à ses citoyens, le citoyen doit des devoirs correspondants à l'Etat. Au citoyen, l'Etat assure la protection de sa personne et de sa propriété, la mise en force de la loi et un gouvernement d'ordre. A l'Etat, chaque citoyen doit un devoir de service, et le plus haut devoir de tous est l'obligation de l'assister dans la défense des droits, des institutions et des libertés de son pays. Je désire exprimer ma profonde conviction qu'il n'y a jamais eu, et qu'il n'y aura jamais, une occasion où ce devoir fût plus manifeste, plus urgent ou plus impératif qu'au temps actuel."

Si cette guerre avait été une guerre d'importance minime, nous aurions compris que le principe de l'enrôlement volontaire eût été suffisant, mais considérant le fait que cette guerre est une lutte mondiale, et que la civilisation et la liberté individuelle sont en jeu, il est souverainement injuste qu'alors que moitié des jeunes gens de ce pays physiquement bons pour le service combattent en Flandre et en France, l'autre moitié demeure au foyer en toute sécurité et jouit, généralement parlant, d'émoluments et de revenus de leur travail plus grands que jamais auparavant. Est-ce que cette anomalie est le véritable esprit de la démocratie?

Est-il raisonnable et juste qu'un, deux ou trois jeunes gens d'une même famille devraient s'enrôler et seraient peut-être tués ou blessés, alors qu'aucun des jeunes gens de la famille habitant la maison voisine ne sont appelés à quitter l'abri de leur maison ou à rendre un service national quelconque?

Le Canada a une immense dette de gratitude à acquitter envers les centaines de milliers de ses fils qui, de leur pleine volonté, ont supporté le fardeau de tous dans cette lutte titanique, et qui, grâce à leur courage, leur détermination et leur héroïsme, ont récolté, pour eux-mêmes et pour leur pays, une gloire impérissable. Nous ne serons jamais capables de rembourser cette dette, mais nous pouvons, tout au moins, voir à ne pas rendre nos héros honteux en refusant de prendre le seul moyen pratique de les supporter et de les soutenir au front à l'aide de renforts nécessaires.

LE GOUVERNEMENT D'UNION ASSURE JUSTICE POUR TOUS

Il est très important de noter que la mise en force de la mesure de conscription a été entourée de toutes les garanties possibles afin d'assurer à tous justice, traitement équitable et impartialité. A ce point de vue, la formation d'un gouvernement d'union donne beaucoup plus d'assurance, et devrait inspirer une plus grande confiance aux jeunes gens du pays dont les intérêts sont concernés. Il est même très douteux que la mise en vigueur de la loi eût été un succès, si un gouvernement de parti avait été maintenu. Le favoritisme et l'égoïsme étant deux maux inhérents à la politique cana-

dienne, il aurait été très difficile de faire croire, aux parents de jeunes gens libéraux appelés au service militaire par un gouvernement conservateur, que leurs enfants avaient eu le même traitement que des jeunes gens conservateurs, quelles qu'aient pu être les précautions apportées à l'administration de la mesure.

Le fait que le gouvernement de ce pays est maintenant national et non-partisan dissipera toute suspicion de favoritisme politique, et sera, par conséquent, un très fort facteur quant au succès de la mise en vigueur de la loi.

Pour conclure avec ce sujet de conscription, il n'est peut-être guère nécessaire de répéter ce qui est maintenant si connu, c'est-à-dire, que la conscription a été appliquée par les deux plus grandes démocraties et pays libres du monde: la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

CONSEILS DE GUERRE ET DE RECONSTRUCTION

On ne peut contredire le fait que le gouvernement a commencé son œuvre importante, à tout événement, d'une façon pratique. La division du cabinet en deux conseils—un chargé spécialement de toutes les questions affectant directement la guerre, et l'autre ayant en vue la reconstruction et le développement durant les progrès de la guerre et après la démobilisation, est certainement un pas pratique, et plein de sens commun, fait dans la bonne direction. Le personnel de chaque conseil, petit si on le compare avec le cabinet complet, assurera plus de concentration dans l'effort et une plus grande rapidité d'exécution.

FINANCES ET TAXATION

La question la plus importante, après celle de fournir des renforts de combattants, est celle de faire face aux dépenses de la guerre. A ce sujet, il n'y a aucun doute que de meilleurs résultats peuvent être espérés d'un gouvernement non-partisan, non entravé par des attaches de parti ou d'intérêts. Il est naturel qu'un gouvernement de parti devrait, à un certain degré considérer sa législation en relation avec sa popularité, et l'effet que cette législation pourrait produire sur ceux qui la supporte. Ce qu'un gouvernement de parti craindrait de faire dans la voie de la taxation, un gouvernement d'union peut le faire, sans crainte ni permission, parce que son seul et unique objet est le bien de la nation prise dans son ensemble, et non d'aucun parti ou d'aucune clique.

Peu de personnes réalisent l'énorme montant de la dette que le Canada a encourue, et continu à encourir, du fait de la guerre. En supposant que la guerre dure encore un an, notre dette publique, après que la démobilisation aura été complétée et que toutes les

dépensés auront été liquidées, sera probablement entre \$1,500,000,-000 et deux billions. Sur cette base, nous aurons annuellement à nous procurer, après la guerre, une somme totale de 270 à 300 millions, pour gérer l'administration du pays, payer les intérêts, les pensions, etc.

Cela signifie une taxe annuelle d'environ \$40 par tête pour chaque homme et femme, ou \$200 par famille par année, en plus et par dessus les taxes provinciales et municipales.

Imaginer le système de taxation qui apportera au trésor l'énorme montant requis annuellement, et l'appliquer d'une manière équitable, telle sera la tâche qui demandera toute l'ingéniosité et l'habileté des meilleures intelligences du nouveau gouvernement. Une grande responsabilité repose sur ses membres. De ce que le gouvernement est bien instruit de ceci, le fait en ressort d'après les déclarations contenues dans le manifeste du premier ministre, c'est-à-dire:

- (1)—Taxation adéquate des profits de guerre et augmentation de l'impôt sur le revenu, tel que nécessité par la continuation de la guerre.
- (2)—La réduction des dépenses publiques, la suppression du gaspillage et l'encouragement à l'épargne.
- (3)—Afin de rencontrer les dépenses sans cesse croissantes pour les fins de la guerre, et aussi afin d'assurer que tous supporteront en commun le service et les sacrifices, la richesse sera conscrte par une taxation adéquate des profits de guerre et une augmentation de l'impôt sur le revenu. Un contrôle très sévère sera appliqué aux dépenses, afin de protéger le trésor contre des demandes purement locales, et pour éliminer les entreprises purement politiques dans leur origine et leur objet.

Il n'est pas douteux qu'il y a une très forte impression, dans l'esprit du public, que les méthodes actuelles de taxation sont inadéquates, et, jusqu'à un certain point, inéquitables, et aussi que certaines classes importantes de la communauté, bien que capables de supporter la taxation, ont jusqu'à présent réussi à éviter de payer leur juste part. Il y a aussi une opinion populaire et bien fondée que nous avons placé beaucoup trop du fardeau de la guerre sur les épaules des générations à venir. Il sera du devoir du gouvernement de corriger ces faiblesses, et nous pouvons nous en reposer sur lui pour cela.

ABOLITION DU PATRONAGE

Le gouvernement a fait un excellent début dans la direction de l'économie par l'abolition du système du patronage dans les achats du gouvernement et dans les nominations. Ce système était le

fléau de notre politique et le poison de notre vie publique, et il a fait plus que tout autre chose pour rabaisser le niveau de notre opinion politique. Il a été le germe de tous nos maux politiques—favoritisme, extravagance et corruption. Malsain en principe, antidémocratique, injuste et vicieux, quel qu'il ait été, il a cependant été le grand esprit dirigeant sous le système de parti. L'utilité, comme législateur, de la moyenne des membres du parlement supportant un gouvernement a été détruite par lui. En fait, à cause de ce système, un membre du parlement n'était ni plus ni moins qu'un commissionnaire pour ceux qui l'avaient élu. La majeure partie du temps, il n'était que l'homme à tout faire de ses supporteurs, ou se dépensait sans compter pour leur obtenir des faveurs de la part des ministres. Ce système nourrissait et engraisait les politiciens professionnels qui ne vivent que des dépouilles des bureaux. La perte, financière ou autre, subie par le pays pour l'exercice de ce système, est incalculable.

L'action du gouvernement d'union d'abolir promptement cette pratique vicieuse est par elle-même une ample justification de la formation de ce gouvernement, et elle mérite l'approbation de tous les citoyens honnêtes et bien-pensants. C'est, de plus, d'un excellent augure des bienfaits que la future administration apportera au pays.

L'intention expresse du gouvernement d'établir un bureau ou une commission pour l'achat de toutes les fournitures requises par les différents ministères est une autre réforme attendue depuis longtemps et chaudement approuvée. L'ancienne méthode, en vertu de laquelle chaque ministère achetait ses propres fournitures sans en référer à aucun autre ministère, était la source de toutes sortes d'extravagances et d'abus, et était loin d'être pratique.

LE COUT ÉLEVÉ DE LA VIE

A part la question de la guerre, il n'est pas une question ayant un effet plus vital et plus intime sur le peuple que le haut coût de la vie. Le prix des choses nécessaires à la vie a, principalement à cause de la guerre, augmenté dans de telles proportions que le problème de l'existence est devenu, pour la moyenne des citoyens, d'une grave importance. Quoiqu'il ne soit guère possible, tout en stimulant la production, d'adopter des mesures draconiennes en vue de ramener les prix à un niveau qui serait satisfaisant pour tous, il n'y a aucun doute qu'une action résolue, prise par le nouveau gouvernement, serait d'un grand effet pour améliorer les conditions existantes.

Il est agréable de constater que le gouvernement a promptement énoncé sa politique en faveur de:

"Prendre des mesures effectives pour prévenir les profits excessifs, pour prohiber l'accumulation des stocks, et pour supprimer les associations ayant pour but l'augmentation des prix, mesures qui auront pour but la réduction du coût de la vie.

"L'encouragement à la coopération parmi ceux engagés dans la production agricole, en vue de diminuer le coût de la production et de l'envoi sur les marchés, afin que le prix payé au producteur soit plus conforme à celui payé par le consommateur."

Déjà, l'action de l'administration s'est fait sentir par l'abrogation de l'interdiction de l'oléomargarine, et par l'imposition de restrictions dans la vente, à prix ruineux, de céréales par petites quantités.

Le contrôle de l'industrie de l'emballage a également été fait pressenti en un discours prononcé par l'honorable T.-A. Crerar.

LES SOLDATS DE RETOUR DU FRONT

D'une grande importance est le problème de prendre soin de nos soldats de retour du front, et de voir à ce qu'ils puissent convenablement se remettre aux travaux de la paix.

Pour cette grande tâche seulement, un gouvernement d'union, non partisan, est absolument nécessaire, à moins que nous ne souhaitions le chaos, la confusion, la jalousie, l'animosité, le favoritisme et les dépenses inutiles, toutes choses qui seraient sûrement le résultat de l'accomplissement de ce devoir par un gouvernement de parti. Si l'on en juge par ce qu'ont accompli dans le passé, au Canada, les gouvernements de parti, il semble humainement impossible pour de tels gouvernements d'échapper à l'accusation de favoriser leurs amis. En temps de paix, nous avons, peut-être imprudemment, toléré de telles pratiques, mais ce serait folie et ingratitude que de permettre que l'on traite nos héros de retour du front à l'aide de pareilles méthodes de parti.

Les hommes qui se sont battus pour nous si glorieusement sur le front méritent grandement le traitement le meilleur et le plus généreux qui puisse leur être accordé, et ce traitement doit être établi sur une base d'égalité absolue, et entièrement en dehors des influences politiques.

Les hommes eux-mêmes qui savent ce que c'est que de se battre et de souffrir en commun devront être les premiers à réclamer l'égalité de traitement et à dénoncer le favoritisme.

La politique énoncée par le gouvernement à cet égard, jusqu'à présent, est de pourvoir à des arrangements effectifs pour la démobilisation, pour le soin et l'entraînement professionnel des soldats de retour du front, pour l'assistance à donner à ceux qui voudront s'établir sur une terre, et pour des pensions adéquates à accorder à ceux qui seront invalides ou aux dépendants de ceux qui auront été tués.

Dans son récent manifeste électoral, Sir Robert Borden, parlant de cette question, disait :

“Les hommes par le sacrifice et l'endurance desquels les libres institutions du Canada auront été préservées, devront être physiquement réduits s'il y a lieu, et remis à l'agriculture ou favorisés dans les autres carrières qu'ils désireront suivre. Les mutilés et les invalides seront protégés. Les veuves et les orphelins seront secourus et traités avec sollicitude. Le devoir et les convenances exigent que ceux qui sauvent la démocratie ne puissent dire que la démocratie est le refuge des privilégiés ou une école de pauvreté et de misère. Le droit de vote sera conféré aux femmes, non seulement en reconnaissance de leur précieuse collaboration et de leur dévouement aux œuvres de guerre, mais comme une mesure de justice qui a été trop longtemps différée. Si les hommes meurent, les femmes en souffrent; si les hommes sont blessés, les femmes les soignent; si les hommes deviennent invalides, les femmes peinent à leur place. Dès lors, il ne doit exister aucune séparation dans la citoyenneté, puisqu'il n'en existe aucune dans la souffrance et le sacrifice

UNE PÉRIODE DIFFICILE ET DANGEREUSE POUR LE CANADA

Peut-être la période la plus dangereuse et la plus difficile à laquelle le Canada aura jamais eu à faire face sera celle qui suivra la fin de la guerre et qui précèdera la reprise des occupations de paix—une période pendant laquelle, en plus de réinstaller 300,000 soldats ou plus dans les travaux de paix, de l'emploi devra être trouvé rapidement pour l'immense armée d'hommes et de femmes engagés maintenant exclusivement dans la fabrication des munitions de guerre. Réfléchissez sérieusement à cette situation, et vous en viendrez sûrement à la conclusion que durant cette période de grande épreuve, l'administration des affaires du pays ne peut être mieux placée qu'entre les mains d'un Cabinet non-partisan, qui sera libre de chercher à atteindre les meilleures conclusions sans être gêné par les attaches politiques, ou sans craindre les effets que ses actions pourraient produire dans les élections futures.

PLUS DE POPULATION

Après la guerre, le besoin le plus grand et le plus criant du Canada sera de chercher à augmenter sa population. L'énorme fardeau de la dette encourue par les nécessités de la guerre pèsera d'un poids formidable sur un pays jeune, et dont la population est par trop éparsée et disséminée. Nous devons essayer d'amener à nous des centaines de milliers, des millions d'immigrants, afin qu'ils nous aident à supporter ce poids, et qu'ils se joignent à nous pour construire un nouveau et plus grand Canada. Et nous pouvons les

avoir si nous agissons loyalement envers eux. La guerre a transformé le monde à un tel point que toutes choses seront changées à sa conclusion. Quand la paix bénie renaîtra, la nature et les effets de cette transformation se feront sentir. Les millions d'hommes engagés dans les œuvres de guerre émergeront de la lutte avec la perspective de leur vie grandement changée, et il est probable que la majorité d'entre eux seront désireux de changer leurs modes d'occupation et de vie. Le Canada, encore comparativement dans son enfance, avec ses immenses terrains fertiles non encore défrichés ses forêts sans limites, ses ressources minérales et ses pouvoirs d'eau, ses pêcheries d'une richesse inconcevables, sera alors un pays de grande opportunité.

Le gouvernement, ayant sagement reconnu ces faits, a résolu de poursuivre une forte et vigoureuse politique d'immigration, aidée par des mesures propres à induire les colons à se placer sur les terres. Un nouveau département a été créé pour cet objet, et a été placé entre des mains capables.

UN PLAIDOYER POUR L'UNITÉ ET UNE MEILLEURE ENTENTE

Un plan qui, dans le programme du gouvernement, a une grande importance et une sérieuse signification, est celui exprimant le désir et l'intention du gouvernement d'amener une entente et une compréhension plus réelle entre les diverses communautés, qu'elles soient de l'ouest ou de l'est, et de développer un esprit national et l'unité d'efforts parmi le peuple, dépositaire d'un grand héritage.

La plus grande faiblesse du Canada à l'heure actuelle est peut-être le manque d'unité. Le progrès du pays a indubitablement été retardé par suite des conflits de race, de religion et de sectes, avec le résultat que, quoique nous soyons légalement en Confédération depuis cinquante ans, nous n'avons actuellement qu'une petite population de sept millions d'habitants, au lieu de 15 ou 20, et très largement dispersée. Ce fait doit être attribué à de nombreuses causes, dont la principale est la mésentente, et à ce qu'une grande partie de l'électorat pense et vote selon ses croyances de race, politiques ou religieuses, et non en considérant le bien du pays. Il y a eu aussi des discussions acerbes sur des matières économiques qui, avec un peu de bonne volonté de part et d'autre, auraient pu être grandement diminuées.

Jamais il n'y a eu un plus grand besoin de se tenir fortement ensemble et d'abolir les discussions et les questions de parti, avec la ferme détermination de travailler à notre salut commun. Unis, nous pouvons tenir tête à l'énorme montagne de dettes qui se sont accumulées du fait de la guerre, et aussi résoudre avec succès les

problèmes sociaux et économiques qui seront notre héritage de guerre; mais si la discorde et les malentendus de races et de sectes continuent à prévaloir, comme dans le passé, le pays sera plongé dans la misère et la détresse pendant de longues et tristes années à venir.

Le gouvernement d'union est entré en office avec la forte, la ferme détermination de donner le meilleur de son intelligence et de sa volonté pour le bien commun. Il n'a aucune "hâche à aiguiser" ni de favoris à qui il doit plaire, et n'a aucun intérêt à les flatter ni à les craindre. Il n'a de querelles avec aucune partie de la communauté, et n'en cherche pas. Ardemment, il désire et souhaite l'unité complète de la nation, et il travaillera ardemment et avec zèle pour atteindre ce but. Gagner la guerre, maintenir l'honneur et l'intégrité nationale, éviter les discordes et les ruptures, et conserver les ressources, les forces et le crédit de la nation, tels sont ses principaux objectifs.

Le gouvernement conseillé spécialement à ses supporteurs, durant cette élection, la modération dans les discours et les actes. Nous sommes dans une époque où la sobriété dans les discours et dans les pensées, de même que dans l'exercice du patriotisme le plus élevé, n'a jamais été plus nécessaire. Il n'est aucunement nécessaire, pour les unionistes, d'employer un langage enflammé ou exagéré à l'égard de ceux qui n'ont pas les mêmes idées qu'eux. Ils peuvent, avec une complète assurance, s'en reposer sur la justice et la droiture de leur cause et la correction de leur attitude. Rarement une cause est de valeur réelle si elle est gagnée par des appels religieux, de races ou de sectes. Nous vivons les heures les plus sombres dans l'histoire du monde et du Canada, et les hommes devraient, en conséquence, se comporter avec dignité et se modérer.

Le gouvernement accueillera avec empressement la coopération des hommes de toutes races, de toutes croyances et de toutes pensées, et il espère sincèrement que toutes les classes réaliseront la nécessité de se tenir fermement unies en cette époque de crise. Les conditions sont telles qu'un effort ininterrompu, et avec le concours de tous, est absolument nécessaire pour le salut du pays.